

LE BILAN DES EMEUTES DE NOVEMBRE 2005 : LA VERITE QUE L'ETAT CACHE AUX FRANÇAIS...

Le coût réel des émeutes : plus de 250 millions d'Euros de dégâts (1 milliard 640 millions de francs) dont plus de 20 millions d'Euros pour les 11000 véhicules incendiés.

Plusieurs centaines de blessés : particuliers, usagers, pompiers, policiers et gendarmes.

Plusieurs morts : Epinay, Stains, Clichy. Et des centaines de personnes privées de travail et réduites au chômage parce que leur entreprise ou leur outil de travail a brûlé !

Pourtant, l'Etat n'a pas lésiné sur les moyens depuis trente ans qu'il subventionne grâce à nos impôts la politique de la Ville et des banlieues : DSQ, CIV, PRU, ZFU, FRE, SRU, tous ces jargons dissimulent autant de Plans supposés avoir résolu les problèmes. Et, après les émeutes de novembre dernier, c'est à nouveau 324 millions d'Euros que nous allons payer pour le nouveau Plan Banlieues du Gouvernement en 2006, sans compter les aides européennes !

Le plus scandaleux : alors que l'Article L 2216-3 du Code général des Collectivités locales précise : « *L'Etat est civilement responsable des dégâts et dommages résultant des crimes et délits commis à force ouverte ou par violence, par des attroupements et rassemblements armés ou non armés, soit contre des personnes, soit contre des biens* », le Gouvernement a précisé qu'il n'interviendrait pas dans le remboursement des dégâts subis et que cela relevait des Compagnies d'Assurance ! Lesquelles entameront de longues procédures évidemment. Autrement dit, l'ETAT PREFERE CONTINUER DE FINANCER DES POUDDRIERES AVEC NOS IMPOTS ET REFUSE D' AIDER FINANCIEREMENT LES VICTIMES !

La seule vérité c'est que la France ne peut plus héberger une immigration inassimilable, et dont les sujets les plus jeunes, parmi plus de 500 000 clandestins, deviennent incontrôlables. Le PARTI POPULISTE demande :

- L'arrêt de tous les robinets financiers pour cette immigration et le dédommagement immédiat des Français victimes des émeutes
 - Le vote d'une Loi empêchant la libération des émeutiers mineurs, permettant leur condamnation et l'expulsion des délinquants et de leur famille
 - Le démantèlement des bandes de voyous et des zones de non-droit financées par l'Etat
 - Une réforme de la Justice pour des peines plus lourdes et plus rapides
 - Enfin, l'arrêt de toute nouvelle politique d'immigration et des gaspillages de nos impôts.
- La priorité doit être concentrée sur les chômeurs et les nécessiteux français et, avant de parler « d'immigration choisie », Monsieur Sarkozy ferait mieux de retenir les 50 000 diplômés français qui partent chaque année s'installer à l'étranger à cause des charges fiscales et du manque de débouchés en France !

**SI ON VEUT EMPECHER D'AUTRES EMEUTES A VENIR,
IL FAUT AGIR MAINTENANT !**



REJOIGNEZ LE Parti Populiste

✂-----
Nom : Prénom :

Adresse : CP :

Ville : Mail :

souhaite rencontrer un membre du Parti Populiste

souhaite recevoir une documentation gratuite

Conformément à l'article de la loi du 6 janvier 1978, vous pouvez faire procéder à tout moment à la radiation ou à la modification des données nominatives vous concernant.

Parti Populiste - BP 145 -92406 COURBEVOIE Cedex
info@parti-populiste.com - www.parti-populiste.com